

Mariana Valverde – Chronotopes of Law. Jurisdiction, Scale and Governance

Olivier Struelens

Émulations – Revue de sciences sociales
2019, Comptes rendus critiques, En ligne.

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/crstruelens>

Pour citer cet article

Olivier Struelens, « Mariana Valverde – Chronotopes of Law. Jurisdiction, Scale and Governance », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 12 mai 2019.
DOI : 10.14428/emulations.cr.062

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Mariana Valverde – *Chronotopes of Law. Jurisdiction, Scale and Governance*

Olivier Struelens¹

Recensé : Mariana Valverde, *Chronotopes of Law. Jurisdiction, Scale and Governance*, London, Routledge, 2015, 224 p.

Depuis les travaux fondateurs de Michel Foucault au début des années 1980 (Foucault, 2008), la question de la gouvernance fait l'objet d'une attention toute particulière et s'est progressivement constituée en un champ de recherche majeur autour de la gouvernementalité. Mariana Valverde, professeure de criminologie à l'Université de Toronto et théoricienne féministe critique reconnue des *sociolegal studies* n'en est plus à son coup d'essai, puisqu'elle a déjà été remarquée pour ses ouvrages aboutis traitant de sujets aussi variés que la gouvernance urbaine (*Everyday law on the street: City governance in an age of diversity* [2012]) et la sexualité (*Sex, Power and Pleasure* [1985]). L'ouvrage *Chronotopes of Law* se distingue de la plupart des écrits sur la gouvernementalité tant par l'originalité de son contenu que par l'éclectisme de son approche, prolongeant l'entreprise théorique de l'auteure et mettant à profit la multitude de ses intérêts de recherche compilés au sein de cet unique volume.

L'ambition majeure de cet ouvrage, à l'origine d'un emprunt hétérodoxe aux outils conceptuels de Mikhaïl Bakhtine (Bakhtine, 1981) – théoricien russe des genres littéraires –, vise le renouvellement des approches sociojuridiques de la gouvernance par la prise en compte simultanée des dimensions spatiales et temporelles des actes de communication juridiques, via la mobilisation de la notion phare de « chronotope ». Plus précisément, il s'agit pour Mariana Valverde, de s'outiller – et de nous outiller – conceptuellement pour appréhender la production de savoirs et de pouvoirs de la gouvernance en contexte, portant une attention particulière au jeu simultané mais non univoque des échelles et des juridictions. La transplantation théorique bakhtinienne, quelque peu atypique, est à l'image de ce qui attend le lecteur au fil de ce volume : une lecture surprenante et résolument antimétaphysique dont les méandres argumentatifs traverse allègrement les frontières disciplinaires, au rythme d'un style aussi incisif qu'érudit.

Méfiant à l'égard des grandes théories monologiques à vocation universelle – reposant sur *une* logique sous-jacente ou *une* direction générale que poursuivrait la société –

¹ Doctorant à l'Université catholique de Louvain, Centre de recherches interdisciplinaire Démocratie, Institutions, Subjectivité, Belgique.

l'auteure développe un assemblage théorique prenant la forme d'une combinatoire conceptuelle guidée avant tout par une volonté pratique d'utilité analytique, résolument critique, pragmatique et pluraliste. Critique, puisque l'assemblage conceptuel proposé se donne pour mission de questionner les fictions juridiques et les théories du droit et de la gouvernance et les effets de pouvoir qu'elles produisent – sans épargner son propre échafaudage conceptuel. Pragmatique, parce qu'orienté vers l'unique but de produire une plus-value en terme d'éclaircissement et de compréhension d'actes de communications situés, toujours en relation avec leurs contextes de production et d'énonciation. Pluraliste enfin, car l'auteure, attentive à la multiplicité des actes de communications, des récits, des acteurs et des ordres normatifs, développe une posture résolument postcoloniale. En effet, toute tentative de production d'un savoir unifié, monologique, d'un récit totalisant, équivaldrait à une manœuvre politique faisant fi de la réalité de certains groupes, le plus souvent dominés. L'assemblage théorique proposé ici entend épouser cette posture politique réflexive de production des savoirs : tant le contenu propre de la proposition théorique que l'usage qui en est prescrit par l'auteure sont traversés de part en part par le souci de non-réduction de la pluralité à l'unité – d'où le caractère flexible, voire labile, de l'architecture conceptuelle et son utilisation nécessairement contextualisée.

Le propos livré se structure en six chapitres qui opèrent en deux temps principaux : d'une part, la constitution progressive du cadre d'analyse de la gouvernance ; d'autre part, le déploiement et l'affûtage de ce cadre analytique au fil de trois études de cas.

Le premier chapitre précise la substance de l'emprunt théorique à l'architecture conceptuelle de Mikhaïl Bakhtine, à savoir trois notions-clefs : l'intertextualité, l'hétéroglossie et le chronotope. L'objectif général de ces emprunts est de comprendre, comme mentionné plus haut, les *actes de communication*, en tant que production de savoir et de pouvoir dans laquelle coexistent paroles et textes, et, de manière plus précise, d'étudier, via ces actes de communication, le droit et la gouvernance en action.

L'idée d'intertextualité, notion forgée par les commentaires subséquents de l'œuvre de Bakhtine par J. Kristeva (1969), s'intéresse à la façon dont un sens est produit par les relations, toujours situées et jamais complètement déterminées, que les personnes et les textes entretiennent les uns avec les autres. Dans le champ des études sociojuridiques, ce concept permet d'appréhender de manière dynamique et relationnelle la constitution du sens et du pouvoir juridique via l'étude des actes de communication du droit – pouvant être énoncée par des acteurs aussi diversifiés que des juges, des théoriciens, des auteurs de roman ou des publicitaires. Pour sa part, la notion d'hétéroglossie renvoie à la polyphonie, la multiplicité des interlocuteurs, passés et présents, qui contribuent, consciemment ou non, à la production de tout acte de communication, lui donnant une forme nécessairement dialogique. Ces deux premières notions pourraient être qualifiées de principes organisateurs (et normatifs) implicites de l'analyse de la gouvernance proposée, là où les chronotopes, les échelles, les juridictions et les affects

constituent les concepts explicitement mobilisés au fil de l'entreprise théorique de cet ouvrage.

Le chronotope, troisième emprunt bakhtinien, est défini comme « the intrinsic connectedness of spatial and temporal relationships that are artistically expressed in literature... *Time, as it were, thickens, takes on flesh, becomes artistically visible; likewise, space becomes charged and responsive to the movements of time, plot and history* » (Bakhtine, 1981 : 84 cité et italiques par Valverde, 2015 : 10). On admet aisément que le concept nécessite une traduction, un recalibrage, puisqu'il s'agit ici de le mettre à l'épreuve des logiques de gouvernances et des mécanismes sociojuridiques, non pas des genres littéraires. Néanmoins, comme il s'agit dans les deux cas de systèmes de communication, le détournement n'implique pas une torsion telle que le concept s'en trouverait dénaturé. Tout au contraire, M. Valverde souligne que ce concept-antidote aux dangers de la réification du temps et de l'espace, ainsi qu'à l'habitude académique de disjonction de ces deux dimensions dans les études sociojuridiques, invite à recentrer le regard du chercheur sur les interactions entre temps et espace dans l'analyse des récits du droit, sur les enveloppes spatiotemporelles spécifiques exprimées dans les discours de la gouvernance.

Particulièrement attentive aux hybridations et aux tensions inter- et intra-chronotopiques, l'analyse dynamique des multiples mises en narration du droit permet de faire saillir le pluralisme spatio-temporel des récits juridiques, leurs arrangements en situation et les relations que ces chronotopes entretiennent – d'adéquation, de conflit, voire de contradiction – au sein d'un même récit. L'auteure insiste également sur l'appauvrissement du potentiel d'intelligibilité que représenterait un usage purement classificatoire du chronotope : l'idée n'est pas ici d'assigner un chronotope à un acte de communication, mais bien de prendre à bras le corps les incohérences internes et les hybridations des chronotopes – source majeure d'innovation –, donnant à voir des manières de penser, de cadrer et de régler des enjeux sociaux, dans un espace-temps bien particulier, rendant d'autres conceptions caduques, voire impensables.

Pour asseoir son propos, M. Valverde nous expose un exemple parmi d'autres de chronotope légal particulièrement puissant, tiré du droit de l'urbanisme local, à savoir la « *single family detached* ». Cette notion est une formule juridique d'aménagement du territoire qui incarne le contenant idéal, attendant son contenu social que représente la famille nucléaire. Mobilisant le chronotope pour analyser cette entité juridique, M. Valverde souligne la non-adéquation entre le contenant juridique et le contenu social attendu, mettant au jour le cadre temporel très moralisé du cliché sociologique du parcours de vie (« *the life course* »). En ce sens, l'auteure montre que la loupe bakhtinienne met à l'avant-plan les interrelations entre, d'une part, d'un récit hégémonique des étapes de la vie de famille et, d'autre part, des espaces différenciés issus des discours du droit de l'urbanisme et des promoteurs immobilier, convergeant vers un récit général de gouvernance urbaine hautement normalisant, imposant des espace-temps spécifiques, impliquant des étapes « naturelles » de la vie, ses lieux, ses phases et ses rythmes.

Le deuxième chapitre se donne pour mission de démontrer que les conventions implicites du genre académique et les cloisonnements disciplinaires de la division du travail intellectuel des études du droit et de la gouvernance produisent des habitudes de recherche empêchant l'appréhension conjointe du temps et de l'espace. Selon l'auteure, deux disciplines se sont essayées au couplage respectif du droit et de l'espace et du droit et du temps, la géographie légale et l'anthropologie du droit, chacune présentant un angle mort analytique – la réification temporelle et le délaissement de l'espace. En effet, d'une part, agacée par une tendance à réifier l'espace dans les études de la gouvernance en géographie légale, l'auteure souligne que lorsque le temps y est pris en compte, il ne l'est que sur le mode linéaire du temps historique, délaissant *de facto* d'autres formes de temporalités (anhistoriques, cycliques...). D'autre part, l'anthropologie du droit, attentive aux temporalités multiples et concurrentes du droit et des cultures qui s'y confrontent, ne s'intéresse à l'espace qu'en tant qu'une couche supplémentaire, évacuant les interrelations entre temporalités et échelles spatiales. L'auteure esquisse une troisième voie, figure émergente des analyses de la gouvernementalité évitant les écueils des deux disciplines précédentes, dans la lignée des approches de B. de Sousa Santos (1987) sur l'inter-légalité et de S. Sassen (2008) sur les assemblages spatiotemporels mixtes, prenant simultanément en compte l'espace et le temps dans une optique résolument dynamique et ouverte (« open-ended »).

Le troisième chapitre de ce volume clôt l'assemblage conceptuel de M. Valverde par l'exploration de la notion de juridiction, grande oubliée des *sociolegal studies*. Souvent abusivement confondue avec la notion d'échelle spatiale, la juridiction n'en est pas congruente puisqu'elle peut impliquer une différence fonctionnelle d'autorité sur un territoire identique. Loin d'être un enjeu de technique du droit, le jeu des juridictions représente en réalité la « machine antipolitique » par excellence (Ferguson, 1994) évacuant d'emblée la discussion de la définition de l'autorité compétente, sa mise en débat explicite. Ne se limitant pas à un jeu de compétence entre système légaux, le jeu des juridictions concerne tant le pluralisme juridique interne à un système légal que des franges non-juridiques du monde social (par exemple, la juridiction des parents sur leurs enfants). M. Valverde ajoute la dernière pièce à son édifice conceptuel en soulignant que le jeu des juridictions, couplé aux échelles spatiales et temporelles spécifiques d'un projet ou d'un réseau de gouvernance peuvent encore se distinguer par l'ambiance (« mood »), l'affect qui s'en dégage, produisant des effets symboliques particuliers.

Le second temps de cet ouvrage met au travail l'architecture conceptuelle proposée en première partie de volume. Les trois chapitres illustrent la plasticité du cadre analytique en mettant respectivement à l'avant-plan la notion d'échelle (chapitre 4), puis de juridiction (chapitre 5) et enfin d'affects (chapitre 6), performant l'adaptabilité de la boîte à outils proposée. L'éclectisme des thématiques, qui peut surprendre de prime à bord, s'explique par le parcours de recherche de l'auteur. Cette dernière nous offre ici un panorama de ses intérêts de recherche qui se dévoile au fur et à mesure de l'application de son architecture conceptuelle.

Le quatrième chapitre est consacré à l'exploration des effets du changement d'échelle (« re-scaling ») opéré par les travaux de théorie légale des mouvements féministes (« legal feminist theory ») des années 1970 à nos jours. Théoricienne active et reconnue des études féministes, M. Valverde nous emmène ici sur un terrain qu'elle maîtrise particulièrement et entend montrer le rôle éminemment politique qu'ont joué les théoricien(ne)s sociojuridiques féministes dans le cadrage des débats, et les manières subséquentes de poser les problèmes et d'en proposer des voies de sortie.

Présentant une méta-analyse synthétique du champ des études féministes légales anglo-saxons, M. Valverde souligne que les productions des années 1970 et 1980 se focalisèrent presque exclusivement sur l'échelle domestique (dans les deux sens du terme) prenant la *subjectivité* comme objet d'analyse privilégié, en affinité particulière avec le puissant chronotope du foyer de la famille nucléaire. Cette première vague du féminisme, qu'il soit libéral ou radical, revendiqua le caractère éminemment politique de la sphère domestique, faisant saillir, entre autres, les problématiques de la non-rémunération du travail domestique et de la violence conjugale. Dans un second temps, le féminisme se reconfigure autour de l'échelle transnationale délaissant le cadrage autour de la subjectivité au profit des *réseaux* globaux, des flux et des assemblages transnationaux, dès lors plus concernée par la réforme du droit international que du droit domestique. Ce changement d'échelle, plus ontologique que spatial selon l'auteure, produit l'effet non-intentionnel d'une relégation de questions centrales du féminisme de la première vague, à savoir le contrat matrimonial et le travail domestique non-rémunéré, dont la validité reste pourtant d'une actualité criante.

Le cinquième chapitre, resserré autour du droit formel, se concentre sur la doctrine de « l'honneur de la Couronne » de la justice canadienne, créée presque de toutes pièces par la Cour Suprême canadienne pour accueillir les revendications territoriales des peuples autochtones. La mobilisation de « l'honneur de la Couronne » fait exister une entité aux coordonnées temporelles mystico-spirituelle, qui ramène l'État canadien à ses obligations ancestrales vis-à-vis des populations autochtones et élargit la temporalité juridique en permettant de faire revivre des réclamations vieilles de plusieurs siècles, ce que ne permet pas le droit ordinaire. De plus, en exhumant ce chronotope « mystique », le juge peut se référer à l'honneur de la Couronne pour appréhender la légitimité des revendications territoriales autochtones sans risquer la reconnaissance d'une souveraineté d'une nation autochtone à proprement parler – contrairement à un référentiel en termes de droits fondamentaux, adossé aux conventions internationales. En invoquant une locution performative soulignant que la Couronne porte plusieurs chapeaux (« The Crown wears many hats »), le juge peut recevoir les réclamations autochtones tout en limitant la portée, puisque l'État canadien assume des responsabilités envers une multitude d'intérêts – parmi lesquels l'intérêt capitaliste d'exploitation des ressources naturelles. Néanmoins, la réappropriation du principe d'honneur de la Couronne, par les requérants autochtones leur permet d'obtenir un déplacement

juridictionnel majeur, attribuant aux Provinces des devoirs et responsabilités de consultation citoyenne préalable des peuples autochtones, là où seul l'État fédéral constituait un interlocuteur autorisé concernant cette matière.

La temporalité mystique, habituellement associée aux pensées prémodernes autochtones, se retrouve avec cette doctrine au cœur de l'appareil judiciaire canadien, défiant l'association classique entre temporalité linéaire et modernité. En définitive, en vertu de la doctrine de l'honneur de la Couronne les juges se détournent du droit et des lois rationnelles-légales pour élargir le droit des textes à des luttes pour la reconnaissance d'injustices historiques. Ce qui invite l'auteure à conclure que « [...] the sacred qualities and temporalities of the transcendent Crown can be creatively deployed by courts to push states officials to take responsibilities for problems that lie more in the realm of justice and of politics than in the realm of black-letter law » (Valverde, 2015 :150).

Le dernier chapitre, dont la lecture nous a paru plus anecdotique et moins convaincante, s'emploie à montrer que l'analyse des chronotopes ne se limite pas au domaine légal, explorant la multiplicité des chronotopes de la sécurité et de la criminalité en variant les sources, mêlant philosophie politique, romans noirs et réclames publicitaires de technologie de sécurité domestique. S'attardant d'une part sur la conception de la sécurité liée à la théorie de l'État chez Thomas Hobbes et Adam Smith, M. Valverde démontre que la temporalité et la spatialité de l'État y sont identiques mais que leurs projets philosophiques se distinguent principalement par l'ambiance, l'affect qui les animent. Montrant les relations constitutives entre temps et affect chez les deux philosophes, l'auteure met en avant deux figures du crime et de la sécurité, soit comme un anachronisme d'un passé hostile et violent (Hobbes), orientant vers un réformisme nécessaire à l'exclusion de ces réminiscences ; soit comme un progrès capitaliste et civilisationnel s'orientant naturellement vers un pacifisme graduel (Smith), dans une vision développementaliste, menant à terme à l'abolition de la criminalité par la richesse des nations.

Le volume *Chronotopes of Law* représente *in fine* une lecture quelque peu déconcertante, alternant entre des sections très générales et des passages finement resserrés autour de thématiques extrêmement spécifiques, empruntant des chemins de traverse entre des disciplines et des thématiques diverses sans autre forme de procès. Néanmoins, si la méfiance de l'auteure vis-à-vis des *world-scale theories* va de pair avec une insistance sur l'enracinement empirique indispensable à toute étude rigoureuse de la gouvernance, l'on peut émettre une certaine réserve quant à la conception de l'empirie chez M. Valverde. En effet, la mise à l'épreuve de l'assemblage conceptuel au travers des études de cas se limite ici à des méta-analyses de champs académiques, des jugements de tribunaux et des textes de doctrine juridique ou encore, dans le chapitre 6, annoncé comme le plus sociologique (p. 154), de la philosophie politique et des documents publicitaires. Écueil fréquent des études sociojuridiques, la source textuelle prend le statut de matériau empirique exclusif, ce qui est d'autant plus étonnant que

l'appareillage théorique bakhtinien est explicitement détourné de sa vocation première dans la visée de relier paroles et textes – l'emprunt du concept d'hétéroglossie étant en effet explicitement opéré pour appréhender conjointement ces deux éléments. Ceci invite d'autant plus le chercheur à pallier cette insuffisance en prolongeant le travail qui nous est transmis ici par des enquêtes solidement ancrées empiriquement.

Enfin, nous exprimons une seconde réserve quant à certains usages de la notion de chronotope dans le présent volume. En effet, l'auteure définit précisément les apports heuristiques de la notion – son utilité pour appréhender les rapports espace-temps des récits et discours et son potentiel d'hybridation – mais, subséquemment, en développe un usage qui peine parfois à se distinguer de la simple idée de fiction ou de mythe. Loin de nous l'idée de nier la plus-value analytique du concept, qui, lorsqu'il est bien mobilisé, met en lumière des aspects de gouvernance passant autrement inaperçu. Simple-ment, un usage mieux ciblé et calibré exclusivement sur les aspects spatio-temporels de la gouvernance et du droit aurait, à notre avis, exalté la puissance du concept.

En définitive, ce livre représente une expérimentation conceptuelle stimulante qui ouvre la voie à de nombreuses recherches empiriques, fournissant une boîte à outil analytique originale pour les chercheurs intéressés par l'analyse rigoureuse, critique et située de la gouvernance. Ce livre prend également la figure d'une exhortation au chercheur à redoubler de vigilance réflexive dans sa pratique académique, insistant sur les effets politiques des outils théoriques mobilisés par le théoricien. Bien que pêchant par une vision étroite – trop juridique ? – de l'empirie, M. Valverde nous lègue un travail qui ne succombe pas aux sirènes de la théorie pour la théorie, éclaircissant avec une acuité toute particulière les enjeux spatiotemporels, affectifs et juridictionnels de la gouvernance contemporaine. Un apport important qui, par son audace et sa fraîcheur conceptuelle, fera certainement date dans les études sociojuridiques.

Bibliographie

- BAKHTIN M. (1981), *The Dialogic Imagination. Four Essays*, Austin, University of Texas Press.
- DE SOUSA SANTOS B. (1987), « Law: a map of misreading. Toward a postmodern conception of law », *Journal of Law and Society*, vol. 14, n° 3, p. 279-302.
- FERGUSON J. (1994), *The anti-politics machine: Development, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minnesota, University of Minnesota Press.
- FOUCAULT M. (2008), *Le gouvernement de soi et des autres : cours au Collège de France (1982-1983)*, Paris, Seuil.
- KRISTEVA J. (2014 [1969]), *Séméiotikè. Recherches pour une sémanalyse*, Paris, Le Seuil.

SASSEN S. (2008), *Territory, authority, rights: From medieval to global assemblages*, Princeton, Princeton university press.

VALVERDE M. (1985), *Sex, Power and Pleasure*, Toronto, Woman's Press.

VALVERDE M. (2012), *Everyday law on the street: City governance in an age of diversity*, Chicago, University of Chicago Press.

VALVERDE M. (2015), *Chronotopes of law. Jurisdiction Scale and Governance*, London, Routledge.